

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire d'État  
aux Affaires  
extérieures

92/20

TELLE QUE PRONONCÉE

## ALLOCUTION

DE L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

À LA

VINGT-TROISIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

DU

CONGRÈS JUIF CANADIEN

TORONTO (Ontario)  
Le 21 mai 1992

Je voudrais d'abord offrir mes meilleurs voeux à Les Scheininger, à Moshe Ronen et à tous les autres dirigeants sortants du Congrès juif canadien. J'ai eu le plaisir de travailler avec nombre d'entre eux depuis qu'ils ont commencé d'exercer leurs fonctions en 1989.

Je voudrais aussi féliciter Irving Abella et tous les nouveaux dirigeants du Congrès juif canadien. Soyez assurés que ma porte vous sera ouverte et que je serai à l'écoute de vos préoccupations. Puissiez-vous connaître le succès dans les tâches que vous entreprendrez au nom de la communauté juive du Canada et au nom de vos frères et soeurs de par le monde.

J'avais le plaisir d'être à Montréal en 1989 lorsque les dirigeants sortants ont commencé d'exercer leurs fonctions et, à maints égards, je me sens très proche d'eux, parce que nombre des questions qu'ils ont étudiées étaient tout aussi importantes pour moi lorsque j'occupais la charge de ministre de l'Emploi et de l'Immigration, et qu'elles le sont encore dans ma charge de secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

En 1989, le sort des Juifs soviétiques était au premier plan de l'actualité, ainsi que les efforts entrepris pour libérer les Juifs de Syrie et d'Éthiopie. J'ai maintes fois rencontré les représentants du Congrès juif canadien pour discuter de ces questions avec eux. Je ne serais pas la seule, dans cette salle, j'en suis certaine, à admettre que les événements survenus dans ces domaines, en si peu de temps, sont à peine croyables.

Mais, bien sûr, les Juifs savent ce que sont les miracles. Comme le disait quelqu'un, «non seulement les Juifs attendent-ils des miracles, mais encore ils y comptent fermement».

Compter sur des miracles, c'est quelque chose que nous, progressistes-conservateurs, connaissons bien. Cela fait partie de notre stratégie électorale, et elle ne manque jamais de confondre les sondeurs d'opinion!

Il y a lieu de se réjouir de la période que nous vivons. Les centaines de milliers de Juifs qui ont quitté ce qui était naguère l'Union soviétique sont autant de semis transplantés d'un sol aride et triste vers un sol riche et fertile, en terre d'Israël. Leur nouvelle patrie est un bouillon de culture, une terre chaleureuse, où leur race vigoureuse pourra s'épanouir.

Les Juifs d'Éthiopie, eux aussi, rejoignent en Israël leurs frères, depuis longtemps perdus, pour y poursuivre les traditions auxquelles ils se sont accrochés avec une foi et une persévérance extraordinaires, durant des siècles de persécution et d'assimilation.

Les événements survenus tout récemment en Syrie, notamment l'élargissement des frères Soued durant la dernière Pâque, augurent bien pour les 3 800 Juifs qui sont encore dans ce pays,

comparativement aux 30 000 et plus qui y vivaient avant 1948. Comme c'est le cas la plupart du temps au Moyen-Orient, les changements de ce genre sont souvent fragiles et éphémères, et nous continuerons de surveiller la situation depuis l'ambassade du Canada à Damas.

À mon avis, une personne plus que toute autre - pas seulement au Canada, mais dans le monde - a renversé la situation. Il s'agit de Judy Feld Carr, la présidente du Groupe d'étude national sur la question des Juifs de Syrie, dont le travail infatigable explique pour une bonne part les énormes progrès accomplis dans ce domaine. Cela nous montre ce qu'une seule personne, armée d'un télécopieur, peut accomplir. Mais, dans un monde en pleins bouleversements, il faut se garder de dormir sur ses lauriers. C'est une leçon que le peuple juif a bien apprise, au cours de sa longue et souvent tragique histoire.

Des changements considérables se sont déroulés sous nos yeux au cours des 18 à 24 derniers mois, ce qui nous rappelle que le monde n'est pas encore un endroit sûr et stable. Et, comme presque à chaque fois que règne l'instabilité, les menaces qui pèsent sur le peuple juif sont souvent multipliées.

L'antisémitisme subsiste dans les républiques de l'ancienne Union soviétique. Il peut se tapir sous la surface, mais il couve et, tôt ou tard, il se manifestera. Il est souvent rattaché à des questions économiques. Ce soir même, je m'envolerai vers Lisbonne pour continuer le travail du groupe international qui coordonne l'aide économique à la Communauté des États indépendants.

Nous étudions des mesures de grande portée, fondées sur l'intégrité des marchés et sur des réformes économiques en profondeur. Un estomac vide peut être un puissant tremplin pour l'intolérance, la haine, voire la révolte. Il ne faut pas qu'une forme de répression soit tout simplement remplacée par une autre. Et pendant que ce groupe de planification travaille à la réforme économique, le Canada contribue aussi au développement démocratique, tant sur le plan bilatéral que par l'entremise d'organisations telles que le Groupe des Sept.

Mais il y a d'autres tribunes. Je reviens tout juste d'une réunion de l'Organisation des États américains (OEA) où les principaux sujets de discussion portaient sur la détérioration de la démocratie en Haïti et au Pérou. Encore une fois, la situation économique influe considérablement sur les événements qui ont cours dans ces pays.

Les solutions ne sont pas faciles, et souvent nos outils d'intervention, par exemple le recours à des sanctions économiques, peuvent entraîner des effets secondaires

indésirables, par exemple une aggravation des difficultés économiques des gens les plus pauvres parmi les populations.

C'est un douloureux dilemme, mais mon récent voyage en Afrique du Sud m'a confortée dans l'idée qu'il est possible, par des sanctions, de forcer des gouvernements à modifier leur politique intérieure. Je suis sûre que la communauté juive du Canada se réjouit ce printemps, avec des millions d'autres gens de par le monde, des fissures du régime de l'apartheid.

Les Canadiens ont lieu d'être fiers de cette évolution, puisque c'est le premier ministre John Diefenbaker qui préconisa l'adoption, par le Commonwealth, d'une position ferme à l'endroit de l'Afrique du Sud, tout en affirmant que «le Canada aurait toujours une lumière allumée dans la fenêtre pour l'Afrique du Sud». Le premier ministre Mulroney et mon prédécesseur dans la charge que j'occupe, le très honorable Joe Clark, ont eux aussi contribué par leurs actions à provoquer ce changement, lent certes, mais inexorable, dans l'attitude des dirigeants sud-africains. Comme le reste du monde, le Canada attend avec impatience la preuve concrète que les progrès accomplis sont réels et durables et que la ségrégation raciale est bel et bien une chose du passé en Afrique du Sud.

La haine ethnique est source d'instabilité dans un autre endroit chaud du globe. Je veux parler des républiques agitées de l'ancienne Yougoslavie. L'antisémitisme existe depuis longtemps dans cette région. Il n'est d'ailleurs que l'un des aspects d'un brassage ethnique où domine l'émotivité et dont les effets sont imprévisibles. Le Canada a fait montre d'une vigoureuse diplomatie, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et aux Nations Unies, tout en exerçant un rôle fort important durant la grande opération de maintien de la paix entreprise par les Nations Unies dans la région.

Les domaines d'intervention du Canada sont aussi vastes que le monde, et si j'ai fait ce tour d'horizon plutôt bref et sélectif, c'est pour rappeler que le Canada est plus que jamais un intervenant très actif et très respecté sur la scène mondiale.

Comme membre du Groupe des Sept, du Commonwealth, de la Francophonie, de l'OEA, de la CSCE, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est et naturellement des Nations Unies, le Canada est, dans presque toutes les grandes organisations internationales au monde, un interlocuteur recherché. Cela signifie que les valeurs, les attitudes et les normes canadiennes sont diffusées avant les rencontres importantes, qui vont du prochain Sommet de la Terre sur l'environnement, à Rio de Janeiro, aux difficiles pourparlers sur les futures dispositions en matière de sécurité pour l'Europe.

Pour les Juifs canadiens, la réputation et l'influence du Canada prennent une importance encore plus grande lorsqu'il s'agit d'Israël et de la paix au Moyen-Orient. Le Canada a toujours appuyé la légitimité internationale de l'État d'Israël, et il a contribué à la campagne qui conduisit, l'automne dernier, à l'échec de l'odieuse résolution des Nations Unies assimilant le sionisme au racisme.

Moins visible, mais non moins important, a été notre appui à Israël lorsque nous avons encouragé d'autres pays, comme le Nigeria, l'Inde et le Vietnam, à nouer des relations diplomatiques avec Israël.

Un autre événement tout aussi important, mais qui a moins retenu l'attention, est l'accord trilatéral signé en octobre 1989, en vertu duquel le Canada supporte la moitié du coût de la formation de participants de pays en développement qui viennent en Israël pour apprendre les techniques modernes de l'agriculture et du développement rural. Toutes ces mesures favorisent la légitimité et la confiance.

Ce sont précisément les objectifs des négociations sur la paix au Moyen-Orient : les négociations bilatérales, qui ont commencé à Madrid en octobre dernier, et les négociations multilatérales, qui ont débuté à Moscou en janvier et qui portent sur le contrôle des armements, l'eau, le développement économique et les réfugiés.

Le Canada est heureux de présider le Groupe de travail sur les réfugiés, qui a tenu sa première réunion à Ottawa la semaine dernière. Nous regrettons évidemment que trois grands participants aux négociations bilatérales, soit la Syrie, le Liban et Israël, aient choisi de ne pas se présenter à cette première rencontre. Des progrès ont tout de même été accomplis.

Le rôle que le Canada a accepté d'exercer est le plus délicat des négociations multilatérales. Il convient de souligner que ce sont les deux promoteurs des pourparlers de paix, savoir les États-Unis et la Russie, qui ont demandé expressément au Canada d'assumer cette délicate responsabilité.

La Russie, et par la suite tous les participants aux négociations bilatérales, ont assuré le Canada de leur soutien dans l'exercice de cette responsabilité. C'est une assurance que m'a d'ailleurs donnée personnellement le ministre israélien des Affaires étrangères, M. David Levy.

J'ai accepté ce rôle pour le Canada parce que je crois que nous pouvons légitimement contribuer au processus de paix. Tout au long de son histoire, notre pays a acquis, sur la scène mondiale, une réputation et un savoir-faire d'«honnête intermédiaire»,

surtout dans les questions intéressant le Moyen-Orient et les réfugiés.

Nos espérances ne font pas de nous pour autant un peuple naïf ou idéaliste. Dans la tradition juive, un appel à l'action dit à peu près ceci : «Si je ne veille pas à mes intérêts, qui le fera pour moi?» Comme Canadiens, durant notre brève existence de 125 ans, nous avons plusieurs fois déjà répondu à des appels de ce genre lorsque la paix et la stabilité étaient compromises.

Les Canadiens croient à la paix. Si le Canada ne répond pas à un appel à la paix, qui le fera? Le chemin sera long, nous n'en doutons pas. Nous savons également que, durant les 44 années d'existence de l'État d'Israël, rien n'a jamais été facile. Mais cela ne signifie pas qu'il faille abandonner ou renoncer. Nous n'acceptons pas que l'hostilité et la méfiance ne puissent prendre fin, même après des siècles.

Nous voulons être optimistes au moment de prendre la route insaisissable qui un jour conduira à la paix. Nous avons choisi l'optimisme, et nous avons des raisons d'être optimistes. L'ancien premier ministre Menachem Begin avait trouvé un chemin vers la paix avec le président Anouar el-Sadate d'Égypte. Ils n'avaient pas de carte, pas de boussole, ils voulaient seulement trouver un chemin.

Ne pouvons-nous pas, nous aussi, puiser de l'inspiration dans le courage des Israéliens, lors des attaques aux missiles SCUD, durant la Guerre du Golfe? Ils avaient alors, dans l'intérêt d'une paix à long terme, réprimé une envie légitime de riposter.

Très souvent, l'histoire se fait lorsque des gens s'écartent de la norme. Si celle-ci est la haine et la riposte, l'histoire sera alors faite par ceux qui s'en écartent et qui préconisent le respect réciproque, ceux qui veulent vraiment trouver de nouveaux moyens, autres que la violence, pour aplanir les différences.

C'est pourquoi le Canada appuie le processus bilatéral de paix, et c'est pourquoi il reconnaît sans peine que les progrès accomplis dans les groupes de travail ne sauraient convenir pour résoudre des questions bilatérales. Nous avons espoir que les deux voies se révéleront salutaires à long terme pour toutes les parties.

Vous vous souviendrez que le Canada a choisi de se ranger du côté d'Israël lorsque les missiles Scud pleuvaient sur Tel Aviv. Vous serez heureux d'apprendre que j'ai récemment décerné un prix d'excellence consulaire à la remarquable équipe qui formait notre mission en Israël durant cette période difficile.

Aujourd'hui, nous nous rangeons encore du côté d'Israël - ainsi que du côté des États-Unis, de la Russie et d'autres pays -, dans l'espoir de trouver un règlement pacifique au Moyen-Orient.

Il y a un dernier point que je voudrais aborder. Il s'agit de mon optimisme concernant notre propre pays, le Canada. Lorsque je prenais la parole devant le Congrès juif canadien à Montréal en mai 1989, les premiers ministres approchaient, lentement mais sûrement, d'une ratification des modifications constitutionnelles sur lesquelles ils s'étaient entendus en principe au lac Meech, en avril 1987.

Tout juste 13 mois plus tard, l'Accord du lac Meech, comme on l'appelle, n'était plus, et le Canada entrait dans une ère d'incertitude, où il se trouve encore.

Des milliers d'heures de discussions et de négociations plus tard, on peut distinguer aujourd'hui quelques signes d'un ralliement probable. Je sais que le Congrès juif canadien a énormément favorisé cette évolution, en présentant des mémoires empreints de discernement aux divers comités et groupes de travail qui ont parcouru le pays.

Le processus n'est pas terminé et les enjeux sont élevés. Ce n'est rien de moins que l'avenir même du Canada. C'est en soi une raison suffisante pour que chacun d'entre nous mette à contribution, dans le processus, la moindre parcelle de son énergie et de son imagination créatrice.

On me demande souvent - surtout les étudiants - si nous avons des plans d'urgence pour le cas où le Québec se séparerait du Canada. La réponse est «non». Le Premier Ministre, moi-même et notre gouvernement, entendons non seulement maintenir l'intégrité du Canada, mais aussi jeter les bases constitutionnelles qui feront du Canada un pays plus fort et plus prospère.

Mais d'autres intervenants ont, eux aussi, un intérêt dans l'éventuel résultat. Il s'agit de la communauté internationale tout entière, qui compte sur la force du Canada en tant que médiateur, conciliateur et artisan de la paix, et qui voit dans notre pays un partenaire commercial fiable ou une source précieuse d'aide au développement.

Je voyage de pays en pays, je vais de réunion en réunion, et d'aucuns s'étonnent que nous puissions même envisager la rupture d'un pays comme le nôtre.

Sur la scène internationale, le Canada est perçu comme un symbole de paix, de justice, de tolérance, de prospérité et de respect des droits de la personne. Le Canada est à la source de maints

changements salutaires survenus dans le monde au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

La disparition du Canada ferait-elle une différence. Absolument.

Un Canada démembré, un Canada en morceaux, serait-il la principale force de maintien de la paix en Yougoslavie? Non.

Demanderait-on à un Canada démembré d'insuffler sa sagesse aux pourparlers de paix du Moyen-Orient? Non.

Comme citoyens du Canada et comme Juifs, vous aurez plusieurs délicates questions à résoudre durant les jours et les mois à venir. Je vous souhaite toute la force et toute la sagesse nécessaires à vos travaux. Et je puis vous assurer de mon appui, comme de l'appui de notre gouvernement, dans notre quête commune des chemins qui conduisent à la paix et à la stabilité, au Canada et dans le monde.